



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 408 8 €
Du 15 au 31 janvier 2016

- PORTRAIT :
RAPHAËL GLUCKSMANN (p.1-2-6-7)
- POLITIQUE : (p.3-4)
- LOBBIES : (p.5)
- ÉCONOMIE : (p.8)
- ÉTRANGER : (p.9)
- KIOSQUE : (p.10-11)
- POLITIQUEMENT
INCORRECT : (p.12)

INDEX

Agamben G.	p.4	Greiner R.	p.9
Autain C.	p.5	Halimi E.	p.10
Benrabia F.	p.4	Hidalgo A.	p.4
Bernanke B.	p.5	Huet C.	p.11
Blattmann A.	p.12	Kaczynski J.	p.8
Boone L.	p.4	Koch K.	p.5
Borges A.	p.7	Le Bail-Kremer A.	p.7
Bourdieu E.	p.11	Landau M.	p.5
Boyer G.	p.3	Lemas P.-R.	p.3
Brighelli J.-P.	p.4	Lévy B.-H.	p.2-5-6
Brown G.	p.5	Macron E.	p.3
Buleux F.	p.10	Morvan A.	p.4
Cambadélis J.-C.	p.3	Oettinger G.	p.8
Carmena M.	p.12	Pastoureau M.	p.10
Castries H. de	p.4	Poumier M.	p.11
Chavanne J.-N.	p.12	Raffarin J.-P.	p.3
Clavreul G.	p.5	Rosen D.	p.5
Clinton H.	p.8	Salame L.	p.10
Delorme P.	p.10	Saakachvili M.	p.6
Duhamel M.	p.11	Schwarzer A.	p.8
Dumont F.	p.5	Sultan N.	p.10
Fabius L.	p.3-8	Témollet de Vilkes J.	p.10
Farage N.	p.8	Trichet J.-C.	p.5
Gelli L.	p.5	Valls M.	p.3
Giromin S.	p.12	Védrine H.	p.3-8
Glucksmann A.	p.1	Wolinski M.	p.4
Glucksmann R.	p.1	Zgouladzé E.	p.7

PORTRAIT

RAPHAËL GLUCKSMANN

Avec une posture d'« anti-Zemmour », Raphaël Glucksmann est l'intellectuel médiatique à la mode. S'il est le fils d'André Glucksmann, cet héritier des errements de l'intellocratie de gauche du XX^e siècle « marche plutôt dans les pas de BHL que dans ceux de son père » (*M. Le Monde*, 25 juillet 2015). En plus de l'organisation de manifestations pro-immigration, le « fils Glucks », incarnation de la nouvelle génération germanopratin, a déclaré la guerre au président russe Vladimir Poutine. Et en la matière, la fin justifie les moyens...

« Je suis un exalté mais je suis calme dans mon exaltation. »

Raphaël Glucksmann, *Le Monde*, 5 octobre 2011.

« Nous sommes tous des flics juifs arabo-maritimaux dessinateurs libertaires de prophètes clients de supérette kasher. Clarissa, Stéphane, Ahmed, Yoav ou Franck : nos prénoms, nos origines diverses, nos fois ou nos absences de foi, nos idéaux et nos manques de repères forgent notre carte d'identité nationale. [...] Les communautés nationales, ethniques ou religieuses allaient se dissoudre dans une acculturation planétaire émancipatrice, les individus se débarrasseraient des contraintes et des carcans, des églises et des partis, du temps et de l'espace, pour former une société globale libre et pacifiée. Monades sans portes ni fenêtres, nous étions promis à une existence en apesanteur, sans heurts, et, dans la galerie des glaces qui nous servirait d'univers, chacun contemplerait dans l'autre sa propre perfection. »

Raphaël Glucksmann, *Génération Gueule de bois. Manuel de lutte contre les réacs*, Allary Éditions, 2015.

« Athée en politique à ses débuts, il ne cesse de se déplacer à gauche - sans s'encarter -, par dépit [...] Lui, prône la redéfinition d'un idéal européen, la défense des Roms et des sans-papiers. »

M. Le Monde, 6 mars 2015.

« La révolution c'est son rayon [...] À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce. Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe [...] S'il devait définir sa fonction aujourd'hui il dirait

« consultant en Révolution ». « Mais ça n'existe pas » [...] Se mobiliser pour une cause française ce serait déchoir ? « Ça ne m'a jamais fait vibrer de manifester pour les retraites », répond-il. »

Le Monde, 21 mars 2014.

« Il est lumineux, passionné, avec une forme de détachement et d'élégance. Il est l'un de ceux qui sont fidèles à ce que ma génération a proposé, un mélange de réflexion, d'activisme, un sens de l'épique et de l'aventure, un cocktail peut-être hors d'âge mais si essentiel. »

Bernard-Henri Lévy, *M. Le Monde*, 25 juillet 2015.

« Raphaël Glucksmann, élégant trentenaire à l'esprit vif et acéré, fait une entrée fracassante dans un Saint-Germain-des-Prés en quête désespérée de nouveaux princes. [...] quel meilleur guide et interprète du monde qui est là [...] que Raphaël Glucksmann, citoyen du monde, fervent défenseur de l'idée cosmopolite, supranationale et européenne ? »

Laurent David Samama, *La Règle du jeu*, 2 juin 2015.

Raphaël Glucksmann est né le 15 octobre 1979 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Bien que médiatique, sa famille est longtemps restée d'une extrême discrétion quant à ses origines. Aucun des ascendants de Raphaël Glucksmann ne figurent au *Who's who* par exemple. Aussi est-il le fils d'André Glucksmann et Françoise Villette. Dite « Fanfan » cette dernière, née en 1941, est la fille de Jacques Villette et de Jeannette Colombel, née Prenant le 30 décembre 1919 à Paris et fille du biologiste Marcel Prenant,

(Suite page 2)>>



>>(suite de la page 1)

et de **Lucy Prenant**, née **Soto**, professeur de philosophie et directrice de l'École normale supérieure de jeunes filles (Sèvres). Bien qu'inconnue du grand public, cette grand-mère maternelle est une figure des milieux intellectuels de gauche et s'est vue consacrer un long portrait en 2001 dans *Libération* (3 février): « Quelle Jeannette Colombel raconter? La philosophe, amie testamentaire de Sartre et de Foucault? La militante stalinienne, la gauchiste? L'amante? » Sur sa jeunesse, *Libération* poursuit: « elle a un mari Jacques et un amant, Jean. Tous deux rencontrés en khâgne [NDLR: au lycée Henri IV], Jacques était du côté de l'Action française, Jean, des Jeunesses communistes. Pourquoi épouser Jacques plutôt que Jean? Révolte adolescente en 1938, son « Munich personnel », sa lutte des classes à elle. Un père universitaire, biologiste, et trop communiste, adhérent du parti et membre du comité central. Une mère trop libérale, trop érudite, directrice de l'École normale supérieure de jeunes filles: « tout était pesant dans ce milieu, on collectait pour l'Espagne, j'étais aux Jeunes filles de France, les Jeunesses communistes des filles. L'aînée des Prenant a cru s'opposer, elle est déçue qu'ils accueillent le maorrassien aux origines prolétaires, au nom de la tolérance, et peut-être d'un certain exotisme. Jeannette a toujours été « rebelle » [...] elle s'est mariée à l'église, avec la bénédiction de son père. Elle qui ne connaissait de Dieu que la Synagogue de son enfance, où l'emmenait sa grand-mère. [...] Fanfan naît en 1941 [...] Le père est-il Jacques ou Jean? [...] Quand Jacques part diriger un journal catholique en Bretagne, elle reste à Paris, approche les réseaux résistants. » Ayant adhéré au Parti communiste en 1943, elle crée avec **Jeannette Vermeersch**, l'épouse de **Maurice Thorez**, l'Union des femmes françaises. En 1947, « sous l'incitation de Maurice Thorez » (*La Croix*, 6 juin 1990), elle passe son agrégation de philosophie puis se remarie en 1951 avec **Jean Colombel** qui dirige, à Lyon, l'Union française d'information (UFI), l'agence de presse du PC. Passée par le CNRS où elle a étudié les conditions de travail des ouvrières du textile dans le Nord, elle restera au Parti communiste jusqu'en avril 1968, avant de participer à la tentative de refondation du Secours rouge de France (avec **Jean-Paul Sartre** et **Serge July**) contre le ministre de l'Intérieur **Raymond Marcellin**. Elle a enseigné la philosophie en khâgne à Lyon, à l'Université de Vincennes, publié des articles dans *Libération* et *Le Monde* et a signé plusieurs ouvrages sur ses amis **Michel Foucault**, **Gilles Deleuze** et Jean-Paul Sartre. Ce der-

nier lui a confié en 1975 la direction du numéro de la revue *Les Temps Modernes* sur la Corse où la famille possède une propriété depuis 1974 et où des liens se sont tissés avec les pères du nationalisme corse, **Edmond** et **Max Siméoni**.

L'histoire de la famille paternelle de Raphaël Glucksmann n'a été rendue publique qu'en mars 2015 avec la parution en Allemagne chez Vandenhoeck & Ruprecht Verlag de l'ouvrage de **Sebastian Voigt** *Der jüdische mai 68: Pierre Goldman, Daniel Cohn-Bendit und André Glucksmann im Nachkriegsfrankreich* (Le mai 68 juif: Pierre Goldman, Daniel Cohn-Bendit et André Glucksmann dans l'après-guerre en France). On y apprend notamment que les parents d'**André Glucksmann**, **Rubin**, originaire de Tchernivtsi (Autriche-Hongrie, actuellement en Ukraine) et **Martha**, originaire de Prague (passée par l'Hachomer Hatzair, la principale organisation sioniste de gauche) se sont connus à Jérusalem après avoir émigré en Palestine dans les années 20 (leurs deux filles y sont nées). La famille rejoint ensuite Hambourg en 1933 où Rubin Glucksmann, sous une couverture d'agent d'assurance, officie comme agent de renseignement du GRU (renseignement militaire soviétique). Ayant fui en France en 1935, Rubin Glucksmann continue ses activités pour le Komintern au sein d'une société écran, la Wostwag (livraison de matériel pour les Républicains espagnols), avant d'être envoyé à Londres pour un poste présenté par Sebastian Voigt comme « important ».

Signe du dévouement familial à la III^e Internationale, André Glucksmann, né le 19 juin 1937 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), porte en réalité comme premier prénom Joseph (en référence au « petit père des peuples »), André, le deuxième prénom étant une référence à **Etkar André**, un cadre du Parti communiste allemand (KPD) décédé un an plus tôt. Quelques semaines après le pacte germano-soviétique, Rubin Glucksmann est arrêté en septembre 1939 par les autorités britanniques comme « enemy alien » (étranger ennemi), puis déporté au Canada. Il décédera pendant la traversée de l'Atlantique dans le naufrage de l'*Arandora Star*. Martha Glucksmann se remarie avec **Paul Kessler** un cadre du Parti communiste autrichien, et décédera en 1973. André Glucksmann « rompit avec la foi de son enfance à l'entrée des chars russes dans Budapest en 1956 » (*Le Spectacle du Monde*, février 1984). Passé par l'ENS Saint-Cloud, agrégé de philosophie (1961), assistant à la Sorbonne de **Raymond Aron**, il a effectué toute sa carrière au CNRS. Il publie *Stratégie et Révolution en France* et

contribue au journal *Action* en mai 68. Pendant sa période maoïste, il s'affirme comme le théoricien du « comité de base pour l'abolition du salariat et la destruction de l'Université » de la Gauche prolétarienne (1970-1971) avant de renier le marxisme (*La Cuisinière et le mangeur d'hommes, réflexions sur l'État, le marxisme et les camps de concentration* en 1975, puis *Les Maîtres penseurs* en 1977). Chef de file, avec **Bernard-Henri Lévy**, des « nouveaux philosophes », il soutient la candidature de **Marie-France Garaud** (avec **Bernard Kouchner**) et s'engage dans un atlantisme fervent au nom de l'antitotalitarisme et des droits de l'homme assurant la promotion médiatique de l'intervention de l'Otan en Serbie, en Irak, en Libye, en Syrie, tout en soutenant Israël, les indépendantistes tchéchènes, tibétains, etc. Il se prononcera en faveur de **Nicolas Sarkozy** en 2007 (*Le Monde*, 29 janvier 2007) qui lui remettra les insignes d'officier de la Légion d'honneur le 15 avril 2009 (il avait été fait chevalier en avril 1995 sur le contingent de **François Bayrou**). En décembre 2009, il s'est vu remettre par **Benoît XVI** le prix « Auschwitz pour les droits de l'homme - Jean-Paul II. »

« On sent une affection, voire une admiration pudique pour l'héritier qui avoue n'avoir « jamais vécu son statut de « fils de » comme un fardeau » » indique *Libération* (21 avril 2015) à propos de **Raphaël Glucksmann**. Sur son enfance dans l'appartement familial de la rue du Faubourg-Poissonnière (Paris X^e), ce dernier raconte enthousiaste: « Il y en avait qui fuyaient des dictatures de droite en Amérique Latine, d'autres qui fuyaient le communisme, des Afghans, des Algériens... J'ai été d'emblée plongé dans un univers avec un axe internationaliste. Être intégré très tôt dans ce type de discussion a été une forme d'éducation incroyable » (*Les Inrocks*, 26 décembre 2015). « Quant à son héritage juif familial, il est seulement « culturel » car c'est dans la « dimension humaine du christianisme » qu'il dit se reconnaître le mieux », indique-t-il à *La Croix*. Dans *Libération* (21 avril 2015), cela devient « une culture de diaspora plutôt qu'une foi ». Notons que malgré son environnement, Raphaël Glucksmann admet: « jusqu'à l'âge de 15 ans, je n'ai lu aucun livre » (*ibid*). Au décès de son père, le 9 novembre 2015, il écrira « j'ai plus l'impression d'avoir perdu mon meilleur ami qu'une figure de père. Quand il avait 10 ans, sa mère lui avait proposé de repartir en Autriche, la terre familiale, il avait préféré la France, pays de la Révolution et de Voltaire [...] Le repli de la France ces dernières années le rendait triste » (*Libération*, 10 novembre 2015).

(Suite page 6)>>



POLITIQUE

► Le départ de **Laurent Fabius** du Quai d'Orsay pour succéder à **Jean-Louis Debré** au Conseil constitutionnel est désormais confirmé. Son dernier voyage diplomatique devrait certainement être un déplacement en Inde avec **François Hollande** pour assister aux cérémonies de la fête nationale indienne.

✱ L'aggravation de la crise économique (voir page 8) sera très certainement occultée par l'actualité géopolitique. En effet, **François Hollande** pousse actuellement à une intervention imminente en Libye dans la région côtière de Syrte et dans le Sud désertique.

► On se souvient de la volonté du Président d'effectuer un remaniement ministériel dans la foulée des élections régionales. Projet qui avait fait long feu à la suite des attentats du 13 novembre, mais qui devrait finalement aboutir au mois de février.

► Quoi qu'il en soit, la guerre de tranchées entre le Président de la République et son Premier ministre en vue de 2017 n'a pas connu de trêve. En ce début d'année, les deux têtes rivalisent de déplacements et de symboles.

► Le 12 janvier, **François Hollande** profitant du bicentenaire de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), institution créée en 1816, célébré au Grand Palais, phagocytait la cérémonie des vœux du directeur général **Pierre-René Lemas** à ses collaborateurs pour annoncer en réalité l'enterrement de l'institution qui devient Caisse des Dépôts et du Développement Durable.

► Notons ici que **Pierre-René Lemas** - qui échangea littéralement son poste de secrétaire général de l'Élysée avec **Jean-Pierre Jouyet** en avril 2014 - tous deux étant issus de la promotion Voltaire de l'Ena, comme **François Hollande** - atteindra cette année 65 ans, l'âge limite de service pour un fonctionnaire. Il est difficilement imaginable que le Président de la République, son ami de quarante ans, ne lui fasse pas bénéficier d'une prolongation de deux ans pour terminer son mandat.

► De son côté, **Manuel Valls** intervenait lors de la première séance plénière du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Il a pris soin de caresser cette institution d'influence, marquée par une forte représentation maçonnique (cf. F&D 407), ainsi que son nouveau président **Patrick Bernasconi**, bien qu'ayant œuvré il y a quelques mois pour le renouvellement de son concurrent **Jean-Paul Delevoye**.

► Vers un gouvernement d'Union nationale? De plus en plus de signes avant-coureurs viennent étayer cette hypothèse dont nous vous parlons de longue date dans *Faits & Documents*. D'abord, **Jean-Christophe Cambadélis** prépare pour la fin du mois un appel à une « alliance populaire » dans laquelle se fonderait le PS. L'influent **Julien Dray** s'est quant à lui prononcé, comme **Manuel Valls**, en faveur d'un changement de nom du Parti socialiste.

► **Manuel Valls** dispose d'un appui chez Les Républicains en la personne de **Jean-Pierre Raffarin** de qui il s'est notamment rapproché. Pour l'ancien Premier ministre, « on ne peut pas prendre éternellement les voix des socialistes sans les remercier. »

► **Jean-Pierre Raffarin** analyse la nouvelle ligne de fracture politique comme une séparation entre « les patriotes de fermeture et les patriotes d'ouverture. » Et pour le député PS du Val-d'Oise **Philippe Doucet**, proche de **Manuel Valls** : « La présidentielle de 2017, ce sera la République contre les populismes ».

► Très en vue à la faveur des commémorations relatives à l'anniversaire du décès de **François Mitterrand**, **Hubert Védrine** milite parallèlement pour une « coalition momentanée d'une partie de la gauche et d'une partie de la droite ». L'ancien ministre des Affaires étrangères (1997-2002), toujours membre du club *Le Siècle* anime régulièrement des groupes de travail réunissant des responsables politiques de gauche comme de droite.

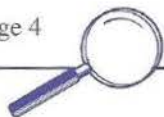
► Le ministre de l'Économie **Emmanuel Macron** figurerait sans doute dans cette « Union nationale » tant il est le « chouchou » des cercles de pouvoirs. Témoignage de cette perméabilité PS-LR désormais affichée publiquement chaque jour un peu plus, cette déclaration de **Gilles Boyer**, bras droit d'**Alain Juppé** : « Quand je regarde Macron, ce mec intelligent, courageux et qui crève l'écran, je me demande comment je ferais si je devais l'aider à devenir président. » (*Le Point*, 31 décembre)

✱ Rappelons ici que selon *La Sociologie des adhérents socialistes (Les Cahiers du Cevipof n°59)*, les élus, à savoir les conseillers départementaux, les conseillers régionaux, les parlementaires et leurs collaborateurs représentent 40 % des adhérents du PS.

► Le volet de la réforme constitutionnelle relatif à la déchéance de la nationalité et les débats qu'il entraîne ne sont que rodomontade. En effet, l'article 2 de ce projet prévoit d'insérer un alinéa qui stipule qu'« une personne née française qui détient une autre nationalité peut être déchue de la nationalité française lorsqu'elle est condamnée pour un crime constituant une atteinte grave à la vie de la nation. » Or deux articles du Code civil portant sur la déchéance ou la perte de la nationalité existent déjà et sont beaucoup plus restrictifs.

► Le premier, l'article 23-7, s'applique aux seuls binationaux : « Le Français qui se comporte en fait comme le national d'un pays étranger peut, s'il a la nationalité de ce pays, être déclaré, par décret après avis conforme du Conseil d'État, avoir perdu la qualité de Français. » Beaucoup pourraient être concernés, et non des moindres...

► Le second, l'article 23-8, concerne l'ensemble des Français, qu'ils soient ou non binationaux : « Perd la nationalité française le Français qui, occupant un emploi dans une armée ou un service public étranger ou dans une organisation internationale dont la France ne fait pas partie ou plus généralement leur apportant son concours, n'a pas résigné son emploi ou cessé son concours nonobstant l'injonction qui lui en aura été faite par le Gouvernement. »



POLITIQUE

► **Laurence Boone**, ancienne chef-économiste Europe de **Bank of America Merrill Lynch** qui dénonçait un gouvernement où les « choix de politique économique [sont] quasiment inexistantes » (*L'Opinion*, 26 mai 2014) avant d'être nommée six mois plus tard conseillère économique de **François Hollande**, rejoindra en février l'assureur **Axa** comme chef-économiste. Rappelons qu'**Axa** est dirigé par **Henri de Castries**, camarade de promotion de **François Hollande** à l'**Ena** (promotion **Voltaire**). La commission de déontologie ne voyant évidemment aucun conflit d'intérêt a donné son feu vert à ce retour dans le privé.

► Dans un rapport, la **Chambre régionale des comptes d'Île-de-France** pointe de « sérieux dysfonctionnements » dans les chiffres communiqués aux élus et à la presse par la maire de Paris **Anne Hidalgo** quant au coût de l'opération **Paris-Plage**: 4,8 millions d'euros pour l'édition 2013 contre 1,5 millions d'euros annoncés dans le budget. Par ailleurs, la proposition d'**Anne Hidalgo** de faire sponsoriser **Paris-Plage** par **Coca-Cola** dans le cadre d'un partenariat à hauteur de 170 000 euros par an a été très largement rejeté par le **Conseil de Paris** en décembre dernier.

► Dans *L'Express* (6 janvier), **Maryse Wolinski**, veuve du dessinateur **Georges Wolinski** livre cette étrange confidence à propos des dons versés à **Charlie hebdo** après les attentats: « le 7 février 2015, nous avons été réunis et un avocat de **Charlie Hebdo** [NDLR: **Richard Malka**?] nous a confié qu'il fallait répartir les 4,3 millions d'euros entre les familles des victimes de **Charlie** et celles de l'**Hyper Cacher** de Vincennes. Puis que cette somme serait déposée à la **Caisse des Dépôts et Consignations**. Mais en novembre, ce n'était toujours pas fait ».

► Conseillère technique « politiques de citoyenneté » au cabinet de **Manuel Valls**, **Fadela Benrabia** a été nommée préfet délégué à l'égalité des chances en **Seine-Saint-Denis**.

► La sourde crise qui secoue l'Éducation nationale continue. Les formations nécessaires à la réforme « collège 2016 » se passent mal du fait de la rareté des professeurs volontaires pour former leurs collègues et de l'organisation des enseignants contestataires efficacement renseignés par leurs syndicats (seule l'**Unsa** soutient la réforme) et les réseaux sociaux. C'est pourquoi les formateurs ont eu pour consigne de ne plus communiquer sur **Twitter**.

SNES-PARIS
@SNESPARIS

Suivre

Formation #college2016

l'inspection demande un arrêt des tweets

RETWEETS 39

J'AIME 16

► Signe de la très grande nervosité dans les rectorats, à **Lille**, après d'autres affaires similaires, une enseignante encourt des sanctions pour avoir dit son opposition à la réforme et traité son inspectrice de « folle » dans un tweet rapidement effacé. L'enseignante a reçu le soutien remarqué de l'ancien recteur de l'Académie de **Lyon** **Alain Morvan**, qui devient l'une des personnalités en pointe contre la réforme de **Najat Vallaud-Belkacem**.

► Incrédules, nombreux sont les inspecteurs qui, derrière les portes closes des sessions de formation, donnent le conseil aux professeurs égarés d'adapter tout simplement ce qu'ils faisaient déjà en matière d'interdisciplinarité avec leurs collègues afin d'avoir le « label » Enseignements Pratiques Interdisciplinaires (EPI).

► L'enseignant et essayiste **Jean-Paul Brighelli** donne cette définition assez juste des EPI: « des cours assurés par deux enseignants et visant à dispenser un enseignement transversal sur deux matières à la fois, de façon à ce qu'aucune ne soit assimilée. c'est de la nouvelle pédagogie, ne cherchez pas à comprendre. »

✱ Citons par exemple ces EPI proposés par un formateur de l'Académie de **Lyon** en novembre dernier: « EPI lettres / SVT: Madame Bovary mangeait-elle équilibré? Vous analyserez le menu proposé à son mariage, en expliquant en quoi ce sommet de la gastronomie normande ne satisfait pas les exigences d'une alimentation saine et respectueuse de l'environnement. » Ou encore ces EPI espagnol / géographie donnés dans un collège de **Bordeaux**: adressez une lettre rédigée en espagnol à des horticulteurs kényans anglophones pour les dissuader de continuer à inonder le marché européen de fleurs coupées dont le bilan carbone est insatisfaisant.

► C'est dans ce contexte que la prime annuelle des recteurs d'académie a été augmentée de 65 % par arrêté ministériel, alors que le salaire des enseignants stagne depuis six ans.

EN HAUSSE



EN BAISSSE

■ **Giorgio Agamben**. Le philosophe italien signe dans *Le Monde* (23 décembre) une tribune décapante. *De l'État de droit à l'État de sécurité*: « Maintien d'un état de peur généralisé, dépolitisation des citoyens, renoncement à toute certitude du droit: voilà trois caractères de l'État de sécurité [...] cela signifie, d'une part, que l'État de sécurité dans lequel nous sommes en train de glisser fait le contraire de ce qu'il promet [...] il entretient, en revanche, la peur et la terreur. [...] Par la dépolitisation progressive du citoyen, devenu en quelque sorte un terroriste en puissance, l'État de sécurité sort enfin du domaine connu de la politique, pour se diriger vers une zone incertaine, où le public et le privé se confondent. »

■ La Commission des libertés civiles du Parlement européen a adopté, en décembre, au prétexte de la lutte antiterroriste, la directive *Passenger Name Record* sur demande insistante du gouvernement français. Mis en place aux États-Unis dans l'après 11 septembre, cette mesure qui sera très vraisemblablement validée par le Parlement européen permettra aux États membres de l'UE de collecter les données du passager et de les conserver pendant 5 ans dont 6 mois sans restrictions d'accès pour « la prévention et la détection d'infractions terroristes et de certains types d'infractions transnationales graves. » Or en la matière la liste est longue et comprend notamment la « cybercriminalité » et les « infractions informatiques graves ».



LOBBIES

► Dans la phase de changement consécutive au départ de son dirigeant **Bill Gross**, **PIMCO**, l'un des plus importants fonds obligataires du monde - c'est-à-dire un des fonds qui prospère principalement sur la dette contractée par les États auprès de financiers privés -, vient de recruter, pour son nouveau comité consultatif composé de cinq personnes, **Gordon Brown** (ancien Premier ministre et Chancelier de l'Échiquier britannique puis directeur du fonds souverain de Singapour **Ng Kok Song**), **Anne-Marie Slaughter** (directrice du *think tank* **New America** et ancienne directrice du département du planning politique au Département d'État américain), **Ben Bernanke** (ancien gouverneur de la Réserve fédérale américaine) et **Jean-Claude Trichet** (ancien président de la Banque centrale européenne).

► Pour le 50^e anniversaire de l'encyclique *Nostra Aetate*, le Vatican a adopté, le 10 décembre, le document « les dons de l'appel de Dieu sont irrévocables (Romains 11,2) remis par le cardinal suisse **Kurt Koch**, président de la commission pontificale pour les rapports religieux avec le judaïsme. Le texte indique : « L'Église catholique ne conduit et ne promeut aucune action missionnaire institutionnelle spécifique en direction des juifs[...] les chrétiens sont néanmoins appelés à rendre témoignage de leur foi en Jésus Christ devant les juifs, avec humilité et délicatesse, en reconnaissant que les juifs sont dépositaires de la parole de Dieu et en gardant toujours présente à l'esprit l'immense tragédie [NDLR: la Shoah]. »

✎ La veille, **Bernard-Henri Lévy**, le rabbin **David Rosen**, membre de l'**American Jewish Committee** et le représentant de l'**International Jewish Committee for Interreligious Consultations** (**IJCIC**), **Michael Landau** avaient été longuement reçus par le Pape **François**, puis par son numéro 2, le secrétaire d'État du Vatican **Pietro Parolin**.

► Ancien Vénérable de la tristement célèbre loge maçonnique italienne **Propaganda due** (P2) **Licio Gelli** est décédé le 15 décembre dernier à l'âge de 97 ans, emportant avec lui bien des secrets. Après avoir combattu pendant la guerre d'Espagne aux côtés des nationalistes au sein des **Corps des troupes volontaires italiennes**, il avait adhéré au **MSI** dans l'après-guerre avant d'être initié en franc-maçonnerie en 1963. En 1970, missionné par le Grand Maître du **Grand Orient d'Italie** **Giordano Gamberini** et par son successeur **Lino Salvini**, il avait rejoint et réorganisé la loge P2 dans le but d'infiltrer tous les rouages de la social-démocratie italienne. Cet « État dans l'État » jouera un rôle déterminant dans nombre de scandales avant la révélation de la liste de ses membres et son interdiction en 1981 (citons le krach de la **Banque Ambrosiano** dont le Vatican était le principal actionnaire et dont le président **Roberto Calvi** fut retrouvé pendu sous un pont de Londres en 1982). P2 abrita en son sein **Gladio**, la structure italienne des réseaux clandestins de l'Otan, impliquée notamment dans l'attentat de la gare de Bologne en 1980 ou encore dans l'assassinat, en 1978, du président du Conseil **Aldo Moro**, via la manipulation des Brigades rouges.

► La présidente de la **Ligue des Droits de l'Homme** (**LDH**) **Françoise Dumont** s'est indignée de la réaction du Délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (**Dilcra**) **Gilles Clavreul** à la tenue du meeting « pour une politique de paix, de justice et de dignité » le 11 décembre à Saint-Denis à l'appel notamment du Parti des indigènes de la République, et d'Ensemble!, la formation de **Clémentine Autain**, n° 2 sur la liste de **Claude Bartolone** en Seine-Saint-Denis aux dernières élections régionales. Gilles Clavreul avait dénoncé sur Facebook une « offensive antirépublicaine menée par [...] un certain nombre de collectifs anti-démocratiques, racistes et antisémites [...] avec le concours bienveillant de certaines organisations d'extrême gauche. »

► Véritable succès (600 personnes), ce meeting a réuni la chercheuse à la **Fondation pour la recherche stratégique** **Myriam Benraad**, la secrétaire générale du **Syndicat de la magistrature** **Laurence Blisson**, la militante pro-voile du **Collectif des féministes pour l'égalité** **Ismahane Chouder** (« le racisme n'est pas seulement le problème des fachos, c'est aussi un problème dans les camps progressistes »), le retraité du **Monde diplomatique** **Alain Gresh**, l'ex-porte parole du **Collectif contre l'islamophobie** **Marwan Muhammad**, l'universitaire proche des **Frères musulmans** **Tariq Ramadan**, la tête de liste **NPA** en Île-de-France aux élections européennes de 2009 **Omar Slaouti** (très applaudi), l'ancien président de la **LDH** **Pierre Tartakowsky** et la représentante du parti d'extrême gauche britannique **Respect Party**, **Salma Yaqoob**.

► Notons dans cette affaire le soutien du président de **SOS Racisme** **Dominique Sopo** à Gilles Clavreul et de Jean-Luc Mélenchon à Clémentine Autain qui, sur son blog, a accusé **Julien Dray** et **Frédéric Haziza** d'avoir orchestré la campagne médiatique contre le meeting.

► L'**Observatoire de la laïcité** a rendu son **Avis sur la laïcité et la gestion du fait religieux dans l'enseignement supérieur public**. L'instance placée sous l'autorité du Premier ministre **Manuel Valls** et dirigée par Jean-Louis Bianco conclut au « caractère " isolé ", " marginal " et " sporadique " des incidents » et à « une situation globale respectueuse de la laïcité ». Et de conclure « La plupart des auditionnés ont, en revanche, souligné et critiqué le traitement médiatique des rares incidents existants. »

► Courroie de transmission du **Grand Orient de France**, le **Comité Laïcité République** (**CLR**) sous la plume du député PS **Jean Glavany**, de l'ex-Grand Maître du **GODF** **Patrick Kessel** et de la sénatrice PRG **Françoise Laborde**, a vertement tancé l'**Observatoire de la laïcité** : « il n'est pas possible de dire qu'il n'y a pas de problème de laïcité dans l'enseignement supérieur » et de lancer un appel à **Manuel Valls** « afin que s'ouvrent les vrais débats et [qu'il] propose des réponses à la gravité des questions posées. »

► **Caroline Fourest** a reçu le **Prix Lucien Caroubi** (doté de 3000 euros), la récompense annuelle du **Casip Cojasor**, la fondation dirigée par **Eric de Rothschild**, pour son essai *Éloge du blasphème*.



>>(suite de la page 2)

Passé par le lycée Lamartine à Paris, puis la prestigieuse khâgne du lycée Henri IV, diplômé de Sciences-Po Paris en 2004, « l'héritier » a refusé de rejoindre l'Université de Columbia et a effectué un stage de sept mois au Soir d'Algérie. En 2004, inspiré par les enquêtes de **Patrick de Saint-Exupéry**, il réalise le documentaire *Tuez-les tous! (Rwanda: Histoire d'un génocide « sans importance »)*. Coproduit par Dum Dum Films et La Classe Américaine, diffusé sur France 3 le 27 novembre 2004, ce documentaire à charge contre la France (l'interview de **Paul Barril** sera coupée au montage) a été co-réalisé par **David Hazan**, **Pierre Mezerette**, **Jonathan Châtel** et **Michel Hazanavicius**. En 2014, ce dernier a d'ailleurs fait appel aux services de **Raphaël Glucksmann**, son « ami » (*L'Express*, 26 novembre 2014) pour son film *The Search* sur la guerre de 1999 en Tchétchénie. Sur le « génocide rwandais », on retrouvera encore **Raphaël Glucksmann** en mai 2005 au Centre culturel et artistique d'Uccle (Belgique) pour une conférence sur le thème « pourra-t-on éviter un génocide futur » organisée par le B'naï B'rith et l'Institut de la Mémoire audiovisuelle juive (Imaj). Dans *Le Monde* (26 janvier 2012), **Christophe Ayad** et **Philippe Bernard** expliquent cet intérêt pour le Rwanda « le Rwanda et Israël se sont rapprochés et les échanges sur les enjeux mémoriels des génocides sont fréquents entre les deux pays. Accuser Kigali d'instrumentaliser le génocide est une manière d'insinuer la même chose à l'encontre d'Israël. De son côté, l'Union des Étudiants Juifs de France organise des voyages d'étude au Rwanda, à l'initiative de **Benjamin Abtan**, de SOS-Racisme ou de **Raphaël Glucksmann**. »

Outre une pétition lancée sur « le refus de l'extinction de la culture tchétchène » (quatre cents signatures), il cofonde, en 2005, l'association Études sans frontières, avec le soutien de son père, mais aussi de **Pascal Bruckner**, **Bernard Kouchner**, **Jack Lang**, **Romain Goupil**, **Georges Charachidzé**, **Pierre Lellouche** ou encore **Alain Touraine**. Comme l'indique alors l'*AFP* (21 juillet 2005), l'ONG « fonctionne sur la base du bénévolat et finance le séjour des étudiants grâce à des donations privées (Fondation Soros notamment) et subventions publiques (mairie de Paris, région IDF) [...] L'objectif n'est pas seulement de sauver des jeunes de la guerre en Tchétchénie mais aussi de former une élite à la démocratie, qui, de retour dans son pays, pourra contrer la montée du terrorisme. On a vu comment ont fonctionné les ONG américaines. Elles ont fait venir étudiant aux États-Unis des gens des pays de

PORTRAIT

l'Est et ce sont ces gens-là qui sont maintenant à l'avant-garde de toutes les révolutions dans leurs pays comme en Ukraine ou en Géorgie. » Une délégation de cette ONG sera par exemple reçue en octobre 2005 à Washington par des responsables du Département d'État et du Conseil de sécurité nationale ainsi que par le comité sénatorial des relations étrangères. Dans le sillage de son père, il contribue, entre 2006 et 2008, à la revue *Le Meilleur des mondes*, émanation du très atlantiste Cercle de l'Oratoire (lancé par **Michel** et **Florence Taubmann**, **André Glucksmann**, **Frédéric Encel**, **Pascal Bruckner**, **Pierre-André Taguieff**, **Jacky Mamou**, **Antoine Vitkine**, etc.) en novembre 2001, pour soutenir l'intervention américaine en Afghanistan.

Toujours avec son père, il signe *mai 68 expliqué à Nicolas Sarkozy* (**Denoël**, 2008). Il assure « Sans son slogan le plus fou, « nous sommes tous des juifs allemands ! » jamais [**Nicolas Sarkozy**] n'aurait pu être président de la République. 68 est une assumption du déracinement qui a donné la société « black-blanc beur », multiculturelle et ouverte dans laquelle nous vivons. Qu'est-ce qui symbolise mieux l'abolition des frontières et la perte des repères que le juif errant ? » (*Le Point*, 7 février 2008)

À l'été 2008, alors qu'il s'apprête à partir en vacances en Corse, un appel téléphonique va, de son propre aveu, « changer la vie » du jeune néocon. À cette époque, le très atlantiste président géorgien **Mikheil Saakachvili** lance une attaque contre l'Ossétie du Sud restée fidèle à Moscou : « **Raphaël**, il faut qu'on y aille ! » (rapporté par *Le Monde*, 5 octobre 2011). C'est **Bernard-Henri Lévy** au bout du fil. Reconnaisant, le « fils Glucks », s'emballera sept ans plus tard dans une lettre ouverte au mentor : « ce voyage au cœur de la nuit géorgienne, ainsi que la polémique à notre retour, cher **Bernard**, voilà ce qui m'a décidé à m'installer à Tbilissi. Voilà ce qui m'a convaincu de m'engager auprès des gens que nous avons croisés ensemble. [...] Ton coup de fil a donc été le facteur déclenchant d'un virage radical dans mon existence. Je ne t'en remercierai jamais assez. » (2008 : en *Géorgie*, 3 octobre 2015) **Raphaël Glucksmann** ne tarit pas d'éloge sur ce véritable père spirituel : « ce qui m'a toujours plu chez **Bernard**, comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. »

Bernard-Henri Lévy prend évidemment fait et cause pour **Mikheil Saakachvili** que **Raphaël Glucksmann** a connu en 2004 à Kiev où il s'était rendu dans le cadre de la préparation

d'un documentaire sur les « révolutions de couleurs » dans les États de l'ex-bloc soviétique (Les Roses en Géorgie (2003), Orange en Ukraine (2004), etc.) Dans une tribune parue dans *Libération* (28 août 2008), **Raphaël Glucksmann** menace alors tout simplement la Russie d'être « exclue du G8 et du Conseil de l'Europe. Et le Kremlin n'est pas peuplé de martyrs : menacer de saisir les biens immobiliers et les avoirs de ses dirigeants milliardaires, ou bien évoquer la suppression des visas, voilà ce qui ferait réfléchir les libéraux du régime, des oligarques plus attachés à leurs vacances à Nice qu'à l'Ossétie du Sud. » Et de conclure : « La Russie n'est pas intouchable. » Dans la même tribune, il se félicite d'avoir trouvé en Géorgie un « gouvernement [...] formé de jeunes gens dont la double nationalité américaine, anglaise fait ressembler Tbilissi à une Babel occidentale plantée au cœur du Caucase. »

Il devait ainsi rejoindre le staff du président géorgien quelques mois plus tard, non sans avoir assuré sa promotion en France via un livre d'entretien *Je vous parle de liberté* paru chez Hachette Littératures en novembre 2008. « Il veille à l'image du pays, rapporte *Le Monde* (5 octobre 2011). C'est ainsi qu'il a participé à l'organisation d'un concert géant à Zougdidji, en mai 2010, près de la frontière abkhaze avec **Youssef N'Dour**, **MC Solaar** et **Jane Birkin**, amie de la famille ». Dans le même article **Thomas Eymond-Laritz**, détaché auprès du Conseil national de sécurité tout en étant rémunéré par le Quai d'Orsay, indique : « **Saakachvili** ne fait pas un *one-man-show*, il utilise beaucoup de canaux pour faire passer des messages et en recevoir. **Raphaël Glucksmann** le connaît intimement, il joue un grand rôle dans l'écriture de ses discours ». Celui qui « se flatte de servir d'intermédiaire avec l'Élysée » (*Marianne*, 6 octobre 2012) contribuera en effet à la venue de **Nicolas Sarkozy** à Tbilissi en 2011, afin de « soutenir la démocratie en herbe et l'ancrer dans l'Union européenne » (*La Croix*, 19 septembre 2012). Avec le cofondateur de l'agence photographique MYOP **Lionel Charrier** (actuellement rédacteur en chef du service photo à *Libération*), il a obtenu l'ouverture, en janvier 2010, d'une « Maison de l'Europe » à Tbilissi, installée, comme un symbole, dans les locaux de l'ancienne banque nationale de Géorgie. En 2009, **Raphaël Glucksmann** a rencontré celle qu'il épousera deux ans plus tard, **Ekaterina** dite « **Eka** » **Zgouladze** et avec qui il aura un fils en 2012, **Alexandre**.

Divorcée de **Gega Palavandishvili**, présentateur du télé-crochet *Georgia's got talent* avec qui elle a eu un fils, **Eka**



PORTRAIT

Zgouladze est une personnalité éminente de la jet-set géorgienne occidentalisée, comme l'indique *L'Obs* (9 avril 2015): « tout le monde la connaît, elle fréquente le Tout-Tbilissi branché, les DJ, les designers. »

Née le 18 juin 1978 à Tbilissi (URSS), cette « princesse de Géorgie », fille d'une artiste et d'un ingénieur, passée par l'Université de l'Oklahoma (États-Unis) grâce à une bourse américaine s'est mise en 2004 au service de l'antenne géorgienne de la Millenium Challenge Corporation (MCC), un fonds de développement américain, fondé par **George W. Bush** en 2002, conçu par le National Security Council et soutenu par sa directrice d'alors **Condoleezza Rice**.

Elle sera par la suite vice-ministre de l'Intérieur de Géorgie sous la présidence de **Mikheil Saakachvili** (2005-2012). Une note destinée au secrétariat d'État des États-Unis (intitulée *Qui dirige la Géorgie: c'est les Eka*), rendue publique par Wikileaks révèle que le rôle d'**Eka Zgouladze** fut en réalité bien plus important puisque cette dernière, à cette époque, a régulièrement voyagé à Bruxelles en vue d'une intégration de la Géorgie au sein de l'Otan.

Mais, dans ce pays du Caucase, les élections législatives de 2012, puis la présidentielle en 2013, provoqueront l'exil aux États-Unis de Mikheil Saakachvili et la fin de l'époque géorgienne de **Raphaël Glucksmann** et de son épouse. Avant cela, « la guerre entre le président géorgien Mikheil Saakachvili et son challenger, le milliardaire **Bidzina Ivanichvili** est devenue une véritable mine d'or pour les lobbyistes » rapporte *Intelligence Online* (20 septembre 2012). Pour donner un ordre de grandeur des sommes versées, le Prime Policy Group et le Gephardt Group Government Affairs ont par exemple été payés respectivement 150 000 et 180 000 dollars par le président géorgien Mikheil Saakachvili pour six mois de travail en 2012.

L'Observatoire des Journalistes et de l'Information Médiatique (Ojim) fait remarquer que Raphaël Glucksmann a très certainement profité de cette manne via NOE Conseil, une SARL créée en octobre 2009 qui a pour objet la « communication, le lobbying et le conseil auprès d'institutions, individus et associations ». Les dirigeants en sont **Arnaud Borges** (président de Dum Dum Films), **Aline Le Bail-Kremer** (rédactrice à *L'Arche Mag* et à *La Règle du jeu*, porte-parole de SOS Racisme, membre de l'European Grassroots Antiracist Movement et trésorière de France Syrie Démocratie) et **Sébastien Couderc** (passé par la Confédération Étudiante et président-fondateur de l'agence Shigan, spécialisée

en gestion de crises, communication politique et « *public diplomacy* »).

Marianne (6 octobre 2012) résume assez bien l'échec géorgien de Glucksmann: « Le jeune Raphaël expliquait sans rire qu'il réalisait à Tbilissi ce dont son père avait rêvé à Paris, en mai 68... Manifestement, les Géorgiens n'ont guère apprécié, à en juger par la cuisante défaite électorale de Saakachvili... » Dans *Libération* (20 avril 2015), l'intéressé reconnaîtra: « on n'a rien vu venir. On s'adressait aux citoyens comme à des actionnaires d'une entreprise nationale alors que nos adversaires parlaient à leur âme. » De plus, un mois avant les élections de 2012, la police géorgienne fut éclaboussée par un scandale concernant des sévices infligés à des prisonniers par les forces de l'ordre. **Salomé Zourabichvili**, ancienne ministre des Affaires étrangères de Géorgie s'interroge sur le silence de Raphaël Glucksmann: « Marié à celle qui a été vice-ministre de l'Intérieur, puis ministre, ignorait-il vraiment tout des excès de la police, des tortures dans les prisons et de la situation des droits de l'homme dans le pays ? » (*Marianne*, 27 octobre 2012). En 2013, Eka Zgouladze s'installe chez ses beaux-parents à Paris tandis que Raphaël Glucksmann reste à Tbilissi. Elle exerce alors des activités de conseil aux gouvernements et dirige une mission de l'OSCE sur la lutte contre la corruption. À peine le fiasco géorgien digéré, un « *Euromaïdan* » va donner aux Glucksmann une nouvelle cause. En effet, à peine huit jours après le début des manifestations à Kiev sur la place du Maïdan, et au lendemain du sommet européen de Vilnius des 28 et 29 décembre 2013 (où le président ukrainien déchu **Viktor Ianoukovitch** a refusé le rapprochement entre l'Ukraine et l'Union européenne), Raphaël Glucksmann rejoint la capitale ukrainienne. Incorrigible, il se vante dans *Le Monde* (21 mars 2014) d'avoir envoyé ce SMS à **Daniel Cohn-Bendit**: « C'est bon tu peux aller au musée. Ils ont fait cent fois mieux que toi ici. Et en hiver, ce qui est un peu plus sport. »

Sur place, dans les pas de **Bernard-Henri Lévy**, Raphaël Glucksmann met son entregent au service de l'ex-boxeur **Vitali Klitschko**, écrit ses discours et développe ses contacts en Europe et aux États-Unis. Depuis la sortie de prison de **Ioulia Timochenko**, il semble avoir misé sur cette dernière même s'il assure que « la révolution est beaucoup plus importante que les leaders de la révolution [...] J'essaie de dire aux oligarques ukrainiens que s'ils veulent prouver qu'ils sont devenus pro-européens ils doivent aider les autres (Biélorusses, Russes, Géorgiens) à faire leur Révolution [...] C'est tout de même la première fois

que des gens meurent avec le drapeau européen dans les mains » (*Le Monde*, 21 mars 2014). *L'Humanité* (7 mars 2014) fait remarquer « Zorro est arrivé. Raphaël Glucksmann, conseiller politique auprès de l'autorité ukrainienne! Vantant les mérites de la révolution ukrainienne, il a vu des étudiants manifester avec des kalachnikovs! **Ali Baddou** et sa bande, bouche bée devant tant d'émerveillement. Que diraient ces âmes pures si des ouvriers français manifestaient avec des kalachnikovs à Paris? Chroniqueurs et pseudo-journalistes mais vrais va-t-en-guerre. »

En décembre 2014, Eka Zgouladze renonce à la nationalité géorgienne pour être nommée vice-ministre de l'Intérieur en Ukraine dans le second gouvernement Iatseniouk car le président **Petro Porochenko** lui propose de réformer la police du pays et de lutter contre la corruption: « comment pouvais-je dire non? Réussir en Ukraine est important aussi pour la Géorgie. Car le post-soviétisme est notre ennemi commun. Seul le lieu de la bataille a changé. En 2006, c'était Tbilissi. Aujourd'hui, c'est Kiev. » (*L'Obs*, 9 avril 2015) Une nomination qui a fait réagir dans son pays d'origine où le premier ministre **Irakli Garibachvili** constate: « il est bien dommage que des personnes que nous poursuivons en justice et qui sont recherchées par Interpol se soient confortablement installées dans le gouvernement ukrainien. Cela ne tardera pas à nuire aussi bien au gouvernement qu'à l'image de marque de l'Ukraine. » Fait révélateur, l'ancien président Mikheil Saakachvili sera nommé, le 30 mai 2015, gouverneur de l'Oblast d'Odessa par le président ukrainien Petro Porochenko.

Pendant qu'à Paris, Raphaël Glucksmann confortait sa place d'intellectuel médiatique de gauche, au prétexte de la sortie d'un « Manuel de lutte contre les réacs » (« Un ouvrage magistral à ne pas laisser passer » pour *Actualité juive* du 28 juillet 2015), Eka Zgouladze était retenue à la mi-décembre à l'aéroport international de Kiev-Boryspil, avec des valises pleines de billets. Entre dix et quatorze millions de dollars selon les responsables de l'aéroport. Championne de la lutte anti-corruption, « Eka » a toutefois été rapidement relâchée suite à l'intervention du ministre de l'Intérieur **Arsen Avakov**, ayant assuré que l'argent était destiné à payer les services hospitaliers et les obstétriciens en France où elle doit accoucher en février. Toutefois **Vasyl Gritsak**, le chef des services secrets ukrainiens (SBU), a partagé dans la presse ukrainienne ses soupçons quant au détournement des sommes allouées à la réforme de la police.



ÉTRANGER

Vers une inféodation totale à l'Otan

Le 4 janvier, **Laurent Fabius** présentait en Conseil des ministres le projet de loi autorisant l'accèsion de la France au Protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux dans les pays de l'Alliance atlantique. Signé à Paris le 28 août 1952 avant que le général de Gaulle ne se retire du commandement intégré de l'Otan en 1966, ce protocole qui « définit le cadre juridique du stationnement des quartiers généraux de l'Otan et de leurs personnels au sein des pays de l'Alliance » est évidemment présenté par le compte-rendu du Conseil des ministres comme une manière de « renforcer l'influence de la France au sein de l'Otan » conformément « aux conclusions du rapport Védrine ». Pourtant, dans ce rapport remis le 14 novembre 2012, **Hubert Védrine** expliquait : « il ne faudrait pas que l'affectation aux postes de responsabilité à l'Otan devienne le seul aboutissement possible d'une carrière militaire française réussie. » L'ancien ministre des Affaires étrangères mettait notamment en garde contre « un risque de "phagocytage" conceptuel et théorique » de la Défense et de la diplomatie française par l'Alliance atlantique. Auditionné à l'époque par le Sénat, Hubert Védrine avait alors eu cette formule laconique : « la nationalité du général qui transmet les ordres américains importe peu. »

Le couple Clinton et les ovnis

Favorite pour l'investiture démocrate, **Hillary Clinton** s'est exprimée à propos d'une hypothétique visite de la terre par des extraterrestres : « Je pense que ça a pu être le cas. Mais nous ne sommes certains de rien. » (*The Conway Daily Sun*, 30 décembre 2015) Et de promettre, à propos des ovnis et de leur existence : « Oui, je compte aller au bout de cette histoire-là. [...] Par exemple, nous pourrions créer un groupe de travail pour aller dans la Zone 51 », en référence à la base militaire secrète du Nevada sujette à de nombreuses rumeurs. En réalité, Hillary Clinton s'est trouvée, en février 2015, un curieux allié dans la course à la présidence en la personne de **Stephen Bassett**, directeur exécutif du Comité d'Action Politique sur le Phénomène Extraterrestre (X-PPAC), unique lobbyiste pro-divulgateur homologué officiellement à Washington. Déjà, dans les années 90, les Clinton avaient tissé des liens étroits avec **Laurance S. Rockefeller**, troisième fils de **John D. Rockefeller Jr**, ufologue convaincu. Notons que dans l'entourage du couple, **John Podesta**, ancien chef de cabinet de **Bill Clinton** (1998-2001) et ancien conseiller spécial de **Barack Obama** (2014-2015), a préfacé l'ouvrage de **Leslie King** *UFOs: Generals, Pilots, and Government Officials Go on the Record* (Extraterrestres : Généraux, pilotes et représentants du gouvernement sur écoute). Lors de son départ de la Maison-Blanche, ce dernier avait déclaré sur *Twitter* : « mon plus grand échec en 2014 est une nouvelle fois de n'avoir pu obtenir la divulgation du dossier ovni. »

► Vainqueur des élections législatives en octobre dernier, le conservateur Polonais **Jaroslav Kaczynski** (Parti Droit et Justice), à la tête du gouvernement depuis la fin novembre, déplait fortement à Bruxelles. En effet, la « situation de l'État de droit en Pologne » était à l'ordre du jour de la Commission européenne, le 13 janvier. L'Allemand **Günther Oettinger**, commissaire à l'Économie et la Société numérique, s'était même déclaré dans la *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* (3 janvier) pour une « mise sous surveillance de la Pologne » suite au vote, le 31 décembre, d'une loi portant sur la nomination par le gouvernement des dirigeants de la radio et la télévision publiques.

► Il se pourrait que cet élément ne soit qu'un prétexte. La raison profonde de cette défiance de Bruxelles vis-à-vis de la Pologne pourrait tenir de l'évolution de sa politique internationale. Pour la première fois, le gouvernement polonais ouvertement anti-russe, s'en est pris aux intérêts américains. En effet, dans la nuit du 14 au 15 décembre, des responsables du ministère de la Défense, accompagnés de la gendarmerie militaire ont investi un important centre de contre-espionnage de l'Otan pour en expulser la direction après lui avoir intimé l'ordre de quitter les lieux une semaine auparavant.

► Alors qu'un référendum sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne pourrait être organisé dès le mois de juin, un sondage de l'institut *Orb* donne 54 % des Britanniques favorables au « Brexit ».

► Dans le *Mail on Sunday* (3 janvier), l'euroscéptique chef du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) et coprésident du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD) au Parlement européen **Nigel Farage** indique avoir été victime d'une « tentative d'assassinat » en France en octobre dernier lors d'un accident de voiture. Arrivée sur les lieux, la police avait alors indiqué que les boulons d'une des roues de son véhicule avaient été délibérément dévissés.

► Alors que plus de 600 plaintes ont été enregistrées en Allemagne suite aux agressions principalement commises par des « réfugiés » lors de la soirée de la Saint Sylvestre, **Alice Schwarzer**, considérée comme l'importatrice en Allemagne du Mouvement de libération des femmes (MLF) et initiatrice de l'équivalent allemand du « manifeste des 343 salopes » (publié dans le magazine *Stern* en 1971), a pris publiquement position contre la diabolisation du mouvement allemand *Pegida* (Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident) : « Il y a un malaise dû à l'agitation islamiste offensive et à la propagation de la charia. Il y a une inquiétude légitime avec cette nouvelle forme de fascisme. »

► Les Californiens seront appelés à se prononcer sur une loi pénalisant le révisionnisme historique lors d'un référendum couplé avec l'élection présidentielle de novembre prochain.

ÉCONOMIE



► Depuis le 1^{er} janvier 2016, les banques peuvent se recapitaliser en ponctionnant les comptes des déposants en cas de défaut. Cette nouvelle donne est une conséquence de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 15 mai 2014, autrement connue sous le nom de « directive européenne sur le redressement des banques et la résolution de leurs défaillances » (BRRD pour *Bank Recovery and Resolution Directive*). En France, cette directive a été promulguée le 20 août dernier par ordonnance de **François Hollande**, sans passage par le Parlement, sans débat et sans couverture médiatique.

► « Lors d'un renflouement interne, les créanciers, selon une hiérarchie prédéfinie, abandonnent une partie ou l'ensemble de leurs avoirs pour garder la banque à flot. Ce système s'appliquera à partir du 1^{er} janvier 2016 » indique en effet le texte.

► « Expérimentée » à Chypre en 2013, cette mesure avait vu les titulaires de comptes à plus de 100 000 euros de dépôts perdre une part significative de leur épargne. Si la directive prévoyait initialement que les comptes ne seraient ponctionnés qu'au-dessus de cette somme, l'Allemagne, lors de la réunion de l'Eurogroupe du 12 septembre dernier, s'est opposée au fonds de garantie qui devait assurer ce seuil.

► Vantée comme destinée à éviter que les contribuables soient mis à contribution en cas de faillite d'une ou de plusieurs banques (mais plutôt les actionnaires et les déposants, c'est-à-dire, *in fine*, les contribuables), la directive n'exclut nullement cette possibilité, en établissant « un système de renflouement interne garantissant que les contribuables soient les derniers à entrer en ligne de compte pour payer les factures d'une banque en difficulté. »

► Notons que la Commission européenne a été particulièrement pressante pour que tous les pays mettent en application cette directive dès le 1^{er} janvier. Le 22 octobre dernier, la Commission a ainsi annoncé qu'elle engageait des poursuites devant la Cour de justice européenne contre six États membres récalcitrants à transposer la directive dans leur droit national : la République tchèque, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie et la Suède.

► Outre-Atlantique, la Réserve fédérale des États-Unis (FED) limite désormais sa capacité à faire des prêts d'urgence aux banques trop grosses pour faire faillite (« too big to fail »). Le 30 novembre, la FED a en effet adopté officiellement une nouvelle règle limitant drastiquement ce que son mandat l'avait obligée à faire lors de la crise financière de 2008, c'est-à-dire le renflouement d'entreprises financières comme Citigroup, AIG, etc. En théorie, cette nouvelle règle annule donc le concept de banques « trop grosses pour faire faillite ». Conséquence, si la Réserve fédérale ne renfloue pas les grandes institutions financières lors de la prochaine crise, le renflouement se fera de manière interne, c'est-à-dire via les actionnaires et les déposants...

Dépression économique mondiale

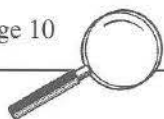
Après des alertes boursières inquiétantes dès la fin du mois de décembre 2015, les marchés mondiaux se sont considérablement et brutalement dépréciés du 4 au 8 janvier 2016, à la suite de deux petits krachs à Shanghai qui ont entraîné une fermeture pure et simple de la place financière afin d'éviter toute aggravation. Augmenté d'une forte dépréciation du yuan, cet accident a fait plonger les cours du pétrole à 33 dollars le baril (plus bas niveau depuis 2004) et les grandes Bourses mondiales avec -6,2 % hebdomadaire pour le Dow Jones à Wall Street, -7 % pour le Nikkei et -7,2 % pour l'Euro Stoxx 50 de la zone euro. Les statistiques attendues, dont le commerce extérieur dès le 13 janvier, confirmeront sans doute la dépression économique mondiale. Des évaluations anticipent -8 % annuels des exportations en décembre (-6,8 % annuels en novembre) et des importations à -11,5 % annuels (-8,7 % annuels en novembre). « L'ampleur de la baisse des marchés est certes alarmante mais l'histoire n'est pas nouvelle [...] : faiblesse de la Chine, ralentissement industriel, effondrement des prix des matières premières », commentaient les analystes de Goldman Sachs le 8 janvier.

► Excellent indicateur de la santé de l'économie mondiale, les frets maritimes s'effondrent encore un peu plus, ce qui porte à penser que la crise économique systémique entrera dans une phase de dépression violente dans un délai de quelques mois. En effet, après un plus bas historique depuis 1985, atteint le 20 novembre 2015 à 498 points, le Baltic Dry Index (tarifs sur 20 routes maritimes de transports de matières sèches) s'est depuis effondré à 429 points le 8 janvier 2016 !

► Le Baltic Capesize Index (tarifs des navires « Capesize », leur taille les obligeant à naviguer au large des caps Horn et de Bonne-Espérance), qui était à 606 points le 20 novembre est à 343 points début janvier, son plus bas niveau depuis un an.

► Le Baltic Panamax Index (BPI, tarifs pour 4 routes - céréales - empruntées par des navires de catégorie « Panamax ») qui était à 463 points au 20 novembre est lui à 434 points début janvier.

► La baisse continue de tous les types de frets est liée à la baisse des importations de biens des pays occidentaux autant qu'au ralentissement considérable de l'activité économique de la Chine. Les analystes anticipent désormais qu'un nombre très important de navires seront démantelés cette année : « Le secteur du vrac sec connaîtra probablement de nouvelles réductions des carnets de commandes de construction et va augmenter le recyclage des navires (NDLR : c'est-à-dire la mise hors-service du bâtiment et le licenciement du personnel) en 2016 pour rétablir l'équilibre » indiquait par exemple Richard Greiner de la société Moore Stephens le 6 janvier dernier. En effet, le Baltic Supramax Index, l'indice des prix pour le transport maritime de vrac sec est déjà en chute libre depuis août 2015.



KIOSQUE

► Directrice du développement et des publics de la Cité nationale de l'Histoire de l'immigration, **Nathalie Sultan** devient conseillère culture et médias de **Manuel Valls**. Elle remplace **Régine Hatchondo**, nommée directrice de la création artistique au ministère de la Culture.

► Chargée de la communication de l'Institut du monde arabe (IMA), l'historienne de l'art **Louma Salamé** prend la tête de la **Villa Empain** à Bruxelles, « un centre d'art et de dialogue entre les cultures d'Orient et d'Occident ». Sœur de la journaliste **Léa Salamé**, elle est la nièce des diamantaires **Albert** et **Jean Boghossian**, créateurs de la **Fondation Boghossian** qui gère la Villa Empain.

► Rédacteur en chef à Virgin Radio et RFM (Groupe Lagardère), **Éric Halimi** participait, du 20 au 27 décembre, aux universités d'hiver de l'Union des Étudiants Juifs de France à la station de ski des Orres (Hautes-Alpes) aux côtés du géopoliticien **Frédéric Encel**, du président de SOS Racisme **Dominique Sopo** et du politologue **Jean-Yves Camus**.

► Sortie chez L'Harmattan de *L'Unité normande. Réalité historique et incertitude politique* de **Franck Buleux**. À l'heure de la réunion administrative de la Normandie, l'auteur, universitaire rouennais, livre ici une réflexion sur l'identité normande (mythe viking, « race normande », revue *Viking* de **Jean Mabire**) et les batailles politiques qui en ont découlé (en particulier le Mouvement normand de **Didier Patte**) (266 pages, 26,50 euros).

► Chez Via Romana (5 rue du Maréchal Joffre, 78000 Versailles et <http://via-romana.fr/>), sortie de Louis XVII. La biographie de **Philippe Delorme**. Des premiers pas du petit duc de Normandie jusqu'à sa mort controversée à la prison du Temple, l'auteur nous retrace, avec rigueur et élégance du style, la vie du Roi martyr **Louis XVII** et les mystères survivantistes qui en suivront (illustrations, 450 pages, 24 euros).

► Le lundi 18 janvier 2016, à partir de 20h30, colloque *Aux origines de l'islamisme* organisé par l'Association pour l'Histoire, avec les interventions de **Philippe Conrad**, historien, directeur de *La Nouvelle Revue d'Histoire* (La matrice originelle: le wahhabisme et les Frères Musulmans), **Charlotte d'Ornellas**, journaliste (L'islamisme syrien contre les minorités chrétiennes) et **Bernard Lugan**, historien, directeur de *L'Afrique réelle* (L'islamisme à la conquête de la Libye, la menace sur l'Afrique du Nord) (entrée 10 euros, salle de la Maison des Mines, 270 rue Saint-Jacques, 75005 Paris).

► Aux Éditions de Chiré, réédition revue et corrigée de *La Confrontation Révolution Contrerévolution* du colonel **Pierre Chateau-Jobert**. Basé sur les refus de la loi de la Révolution, du libéralisme et du marxisme, l'auteur n'a qu'un but, sauver les hommes, par les armes s'il le faut en défendant les valeurs chrétiennes de notre civilisation car sans elles, pas de justice ni de liberté (368 pages, 25 euros).

► Au Seuil, sortie de *Le Roi tué par un cochon* de **Michel Pastoureau**. Le bleu est la couleur de la France. Dans ce rôle, ses origines sont anciennes: elles se situent vers le milieu du XII^e siècle, lorsque le roi **Louis VII** adopte deux attributs de la Vierge, le lis et l'azur, pour en faire les premières armoiries royales. Par ce choix, non seulement il rend hommage à la mère du Christ, patronne du royaume, mais surtout il tente d'effacer le souvenir d'une mort infâme qui, quelque temps plus tôt, a souillé tout ensemble la dynastie capétienne et la monarchie française: celle de son frère aîné **Philippe de France**, jeune roi de quinze ans, déjà sacré et associé au trône, tombé de cheval le 13 octobre 1131 à cause d'un misérable cochon de ferme vagabondant dans une rue de Paris. L'auteur, médiéviste spécialiste de la symbolique des couleurs, des emblèmes et de l'héraldique, raconte cet événement insolite, oublié de tous les livres d'histoire et étudie dans la longue durée ses multiples conséquences. À bien des égards, cet accident provoqué par un animal impur et méprisé, que les chroniques qualifient de *porcus diabolicus*, loin d'être anecdotique, apparaît comme un événement fondateur (256 pages, 21 euros).

► Le nouveau numéro de *Conflits*, l'excellente revue trimestrielle de géopolitique animée par **Pascal Gauchon** a pour thème *La puissance allemande: aube ou crépuscule* (Empire du milieu ou royaume du centre mou?; L'Allemagne. Un objet historique non identifié; La fin du peuple allemand?; La réunification a-t-elle changé l'Allemagne; Miracles et mystères de l'économie allemande; L'Allemagne contre la Russie. Tout contre?; etc.) Entretien avec **Georges-Henri Soutou**, portrait de **Bachar el-Assad**, *Bachar l'héritier par défaut* par **Frédéric Pichon** (en kiosque, 9,90 euros).

► Mickey au pays des Lictes. Aux éditions NPE (<http://www.edizioninpe.it/>), *Eccetto Topolino. Lo scontro culturale tra fascismo e fumetti* de **Fabio Gadducci**, **Leonardo Gori** et **Sergio Lama**, raconte l'histoire de la bande dessinée sous le Novecento et plus particulièrement l'aventure de *Topolino*, le prédécesseur italien du *Journal de Mickey*, fondé par la famille **Nerbini**, fasciste de la première heure. L'interdiction de matériel américain dès 1938 favorisera la production d'une BD transalpine à la gloire de héros comme le légionnaire de **Kurt Caesar** qui fera ses armes durant la Guerre civile espagnole (très riche iconographie, 430 pages, 35 euros).

► Au Théâtre du Nord-Ouest (13 rue du Faubourg Montmartre, 75009 Paris), du 12 janvier au 31 mars 2016, *Entretiens avec le professeur Y* de **Louis-Ferdinand Céline**. Reprise de l'adaptation de **Jean Rougerie**, mise en scène de **Rémy Oppert** avec **Jack Gallon** et **Rémy Oppert**. Dans ce court roman publié dans la *Nouvelle Revue française* en 1954 puis chez **Gallimard** en 1955, Louis-Ferdinand Céline fait la critique féroce des goûts du public, attiré par le faux, l'inauthentique.



KIOSQUE

► À noter qu'en mars, sortira le film *Céline: la fête est finie* d'**Emmanuel Bourdieu** (fils cadet du sociologue **Pierre Bourdieu**, déjà réalisateur, en 2013, d'un *Drumont, histoire d'un antisémite français pour France 2*) avec dans les rôles principaux **Denis Lavant** (Molière 2015 du Meilleur Seul en scène pour *Faire danser les alligators sur la flûte de pan* d'**Émile Brama** d'après la correspondance de **Louis-Ferdinand Céline**) et **Géraldine Pailhas**. Adapté du livre *Le géant infirme, une relation littéraire avec Louis-Ferdinand Céline* (*L'Arche*, 1951), il met en scène la rencontre désastreuse en 1946 de **Milton Hindus**, juif américain, jeune professeur à l'Université de Chicago et Louis-Ferdinand Céline alors en exil au Danemark.

► Au *Retour aux sources*, sortie de *Marchandiser la vie humaine* de **Maria Poumier** (avec en seconde partie des contributions d'**Armada**, **Charybde**, **Lucien Cerise**, **Francis Cousin**, **Françoise Petitdemange** et **Sébastien Renault**). Universitaire, hispanisante, proche de **Roger Garaudy**, Maria Poumier livre une réflexion profonde sur toutes les questions associées à la reproduction artificielle (PMA, GPA) et à tous les trafics qu'elle génère (340 pages, 19 euros).

► Aux *Éditions du Rubicon* (21 rue de Fécamp, 75012 Paris et www.leseditionsdurubicon.com), sortie d'*État des lieux. La vérité sur le monde de la rue* de **Claude Huet**. Rescapé du monde de la rue, l'auteur, président de l'association *SOS sans-abris*, livre ses analyses et réflexions sur la réalité de la vie des SDF, les dysfonctionnements des structures censées leur venir en aide et l'inaction de nos dirigeants, plus préoccupés par les migrants (130 pages, 17 euros port compris à la *Librairie Facta*, 4 rue de Clichy, 75009 Paris).

► Aux éditions *Les Belles Lettres*, sortie de *Jeanne d'Arc, le procès de Rouen* de **Jacques Trémolet de Villers**. Le 21 février 1431 s'ouvrait l'un des plus fascinants et décisifs procès de l'Histoire: celui de **Jeanne d'Arc**. L'auteur, avocat de renom, décrypte les paroles échangées et nous livre son commentaire jour après jour (320 pages, 24,90 euros).

► Sortie du n° 41 (automne-hiver) de *Synthèse nationale* avec pour dossier *L'échec total du système* (Pour un Front des Patriotes; Patriotisme français ou Europe aux cent drapeaux; Le monde agricole victime de l'ultra libéralisme imposé par Bruxelles; etc.) Entretiens avec **Pierre Cassen** et le groupe musical *Les Brigandes* (124 pages, 12 euros).

► Le nouveau numéro (janvier-février 2016) de *La Nouvelle Revue d'Histoire* a pour thème central *De Gaulle et les Américains (1940-1945: Le duel de Gaulle-Roosevelt; Giraud et les Américains; La France devient une puissance nucléaire; 1966. La France sort de l'Otan; De l'Atlantique à l'Oural; De Gaulle et l'Union soviétique; De Gaulle en Roumanie ou le temps des illusions; De Gaulle et Jacques Rueff. Contre le dollar-roi; etc.)* Entretiens avec **Bernard Lugan** sur le chaos libyen et **Thierry Buron** sur la nouvelle Allemagne (en kiosque, 6,90 euros).

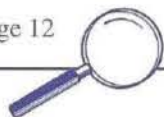
► Sortie aux éditions *Ballon media* de *La Belgique dessinée* de **Geert de Weyer**. Ouvrage de référence sur la bande dessinée belge avec une approche thématique et originale de deux mondes, deux cultures, deux histoires, qui se côtoient sans vraiment se fréquenter, côté wallon et côté flamand. L'occasion de rappeler qu'**Hergé** fut le bouc émissaire d'une attitude largement partagée sous l'Occupation, que la vision paternaliste du père de Tintin des « gentils petits Nègres » perdurera jusque dans les années 60 et que l'on doit à de grands noms de la BD comme **Jigé** (*Jerry Spring*) ou **Rob-Vel** (*Spirou*) à la veille de la guerre des caricatures antisémites que l'on s'empressera d'oublier et sans parler du scénariste et dessinateur **Willy Vandersteen**, créateur de *Bob* et *Bobette*, dont les dessins de propagande sous pseudonyme seront autrement explicites (342 pages, 49,95 euros).

► L'éditeur et galeriste italien **Little Nemo** (<http://www.littlenemo.it/> et Casa d'Aste, via Ozanam 7, I-10123 Torino, Italie) publie, plusieurs fois l'an, un magnifique catalogue superbement illustré de ses ventes aux enchères, comprenant régulièrement du matériel original des années 20 et 30 (affiches, cartes postales, manuels, revues, brochures de propagande, campagne d'Afrique et autres, pratiquement inconnus du public francophone).

► Chez *KontreKulture*, réédition des *Mémoires d'un magicien* de **Hjalmar Schacht**. Économiste allemand, président de la Reichsbank de 1924 à 1930 puis de 1933 à 1939 et ministre de l'Économie du Troisième Reich de 1934 à 1937, Hjalmar Schacht mit fin à la terrible crise hyperinflationniste qui ruina l'économie allemande. Il aura croisé **Bismarck**, **Poincaré**, **Roosevelt** et participé aux grandes discussions économiques de l'époque. Opposant à **Hitler**, notamment sur la question du réarmement, il rallia les conjurés qui tentèrent de l'assassiner le 20 juillet 1944. Inculpé pour haute trahison, interné en camp de concentration, puis libéré par les Américains pour être immédiatement jeté en prison à Nuremberg, il sera acquitté par le Tribunal international, avant d'être à nouveau incarcéré en Allemagne et jugé devant différentes chambres de dénazification (560 pages, 28 euros port compris chez *Facta*).

► Aux *Éditions Ovadia* (16 rue Pastorelli, 06000 Nice et <http://leseditionsovadia.com/>), sortie de *Malraux & Drieu La Rochelle. Amis et adversaires* de **Jean-Louis Saint-Ygnan**. Portraits croisés de deux hommes qui se vouaient admiration et respect alors que tout les opposait, sur fond de bouillonnement culturel de l'entre-deux-guerres (270 pages, 20 euros).

► Aux *Éditions Amalthée* (<http://editions-amalthee.com/> et 2 rue Crucy, 44005 Nantes cedex 1), sortie de *Supplément aux entretiens de Georges Albertini* de **Morvan Duhamel**. Voici, faute de place, les chapitres (*OAS, affaires Markovic et Ben Barka, Bokassa, etc.*) initialement prévus dans *Entretiens confidentiels* de **Georges Albertini** du même auteur chez le même éditeur (index, 208 pages, 20,40 euros).



POLITIQUEMENT INCORRECT



► En Suisse où l'on compte trois millions d'armes à feu pour huit millions d'habitants, le commandant des forces armées helvétiques **André Blattmann** appelle le peuple à s'armer: « La menace terroriste augmente, les guerres hybrides sont de plus en plus fréquentes, les perspectives économiques s'obscurcissent et les flux migratoires causés par ces guerres et les problèmes économiques ont déjà pris une proportion insoupçonnée, aggravant la concurrence sur le marché du travail. [...] Même si nous n'avons pas encore été directement touchés par les événements de la guerre dans le monde d'aujourd'hui, nous pouvons déjà en ressentir les effets. [...] le mélange est de plus en plus explosif [...] les fondements de la prospérité sont une fois encore remis en question. » (*Schweiz am Sonntag*, 27 décembre 2015)

► Autre son de cloche côté français où le sous-préfet de Mulhouse **Jean-Noël Chavanne** menace, dans un courrier daté du 24 décembre, les tireurs sportifs détenteurs d'armes de catégorie B4, d'être dessaisés si un dossier contraignant n'est pas renvoyé sous dix jours.

Les événements des 7 janvier et 13 novembre 2015 appellent la plus grande vigilance des pouvoirs publics concernant les conditions de détention et d'utilisation des armes, et notamment lorsqu'il s'agit d'armes de catégorie B4.

Vous êtes détenteur d'une ou plusieurs armes de catégorie B4 : une autorisation spécifique vous a été délivrée, en conséquence, pour la pratique du tir sportif.

Dans ce cadre, je demande de bien vouloir me transmettre sous dix jours de réception de la présente les éléments suivants :

une copie recto-verso de votre licence de tir pour l'année 2015-2016 ;

une copie complète de votre carnet de tir ;

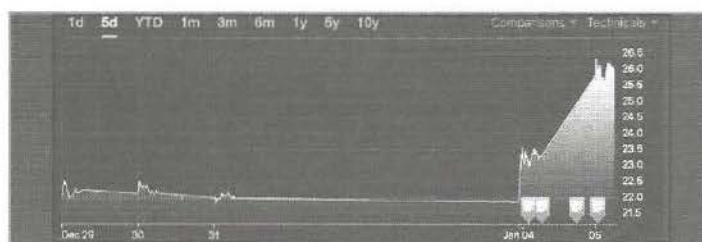
une copie des autorisations d'armes de catégorie B4 (calibres 7,62*39 mm et 5,56*45 mm) en votre possession,

indiquer la date et le lieu du dernier tir effectué avec cette (ces) arme(s).

Je vous informe, qu'en cas de non-production de ces documents dans le délai requis, j'envisagerai d'engager une procédure de dessaisissement des armes de ce calibre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

✎ C'est en pleurs que **Barack Obama** a présenté, le 4 janvier, sa volonté de restreindre par décret la détention d'armes à feu, pourtant garantie par le deuxième amendement de la constitution des États-Unis. Résultat, les marchés anticipant une ruée vers les armureries, le cours des actions en bourse des fabricants d'armes a explosé. Ci-dessous la courbe de l'action de Smith & Wesson.



► Signe du remplacement de population, la salle de prière est indiquée à l'aéroport de Vienne (Autriche) au même titre que la salle d'embarquement.

✎ Du passé faisons table rase! Élu(e) maire de Madrid en juin dernier avec l'investiture du mouvement trotskyste **Podemos**, **Manuela Carmena** a répertorié pas moins de cent quarante-huit rues, vingt places publiques et onze avenues à débaptiser, car leurs noms font référence à la période franquiste. En décembre, la rebaptisation de trente lieux a déjà été adoptée. Sont concernées, entre autres, la rue Emilio Mola, la place des Caidos de la División Azul (dédiée aux légionnaires espagnols tombés sur le front de l'Est entre 1941 et 1943), la place Arriba España (Vive l'Espagne), la place des Martyrs ou encore la rue Muñoz Seca (du nom du poète monarchiste fusillé par les Républicains), etc.

► Le tribunal de Pau a condamné un paysan à indemniser à hauteur de 2400 euros ses voleurs. Exaspéré par des cambriolages à répétition dans son exploitation de Labastide-Cézéracq (Pyrénées-Atlantiques), cet agriculteur béarnais avait utilisé sa pelleteuse à godet pour foncer sur le véhicule des deux cambrioleurs qu'il avait surpris en train de lui dérober du matériel d'irrigation.

► Membre fondatrice des **Femens** brésiliennes et symbole de l'activisme homosexuel dans son pays, **Sara Giromin** a opéré un virage à 180 degrés après avoir avorté en octobre dernier. Elle donne désormais des conférences contre le féminisme, l'idéologie du genre et le marxisme culturel: « les femmes qui sont impliquées dans ce mouvement sont de la matière au pire sens du mot. Elles sont des objets qui favorisent la haine contre la religion chrétienne, la haine contre les hommes et la haine contre l'équilibre des familles. » Celle qui se faisait auparavant appeler **Sara Winter** a également annoncé qu'un pourcentage des bénéfices tirés de la vente de son ouvrage *Vadia, não! Sete vezes que fui traída pelo feminismo* (Salope, non! Sept fois j'ai été trahie par le féminisme) serait reversé à des associations pro-vie.



✎ « Arbeit macht frieß » : graffiti plein d'esprit apposé au panneau « bienvenue » à Dachau » sponsorisé par Mc Donald's en Allemagne.